

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 16 novembre 2023

Le Président du Mexique, Andrés Manuel Lopez Obrador (AMLO), demande à Pemex, l'entreprise nationale pétrolière, de rendre compte de ses dépenses à un rythme hebdomadaire, dans le but de limiter les excès financiers de la compagnie, dont la dette s'élève à **106 Mds USD**.

Cette demande intervient dans un contexte de tensions croissantes entre Pemex et le Ministère des Finances, compte tenu des factures de plus en plus élevées de l'entreprise pour couvrir les remboursements de sa dette et financer son expansion dans le raffinage et l'exploration. Les fonctionnaires du Ministère des Finances s'inquiètent de l'augmentation des coûts qui pèserait sur la prochaine administration, et sur la cote de crédit du Mexique. Le contrôle accru serait une condition du soutien financier apporté à l'entreprise, qui s'élèverait à 8 Mds USD en 2024, selon le Budget. Sous l'administration AMLO, l'entreprise aurait perçu près de 70 Mds USD de liquidités et d'allègements fiscaux. En octobre, la dette de Pemex atteignait 106 Mds USD, lui valant le titre de producteur de pétrole le plus endetté au monde. La compagnie admet environ 700 M USD d'obligations arrivant à échéance d'ici la fin de l'année, et prévoirait de rembourser les obligations arrivant à échéance en 2024 avec l'aide du gouvernement.

LE CHIFFRE A RETENIR

106 Mds USD

Montant de la dette de l'entreprise nationale pétrolière Pemex en octobre 2023

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La Banque centrale du Mexique (Banxico) ne réduirait pas son taux d'intérêt directeur d'ici la fin de l'année 2023, le maintenant ainsi à 11,25 %, soit un taux inchangé depuis le 30 mars dernier. Ce taux pourrait être considéré comme le niveau terminal du cycle de resserrement mis en œuvre par Banxico depuis juin 2021 pour lutter contre l'inflation. Si la Banque centrale reconnaît que la trajectoire baissière de l'inflation se confirme depuis plusieurs mois, s'établissant à 4,26 % g.a. en octobre, soit son plus bas niveau depuis février 2021, elle rappelle néanmoins que des défis subsistent en matière d'inflation. Parmi ceux-ci, le Conseil des gouverneurs identifie : (i) la persistance de l'inflation sous-jacente à des niveaux élevés ; (ii) la dépréciation du taux de change ; (iii) la résilience de l'économie mexicaine, plus importante qu'anticipée ; et (iv) des pressions sur les prix de l'énergie et de l'agriculture. La Banque centrale prévoit une inflation globale à 4,4 % fin 2023, puis à 4,3 % au T1 2024, contre 5,3 % et 4,5 % pour l'inflation sous-jacente à ces mêmes dates. Le retour à la cible (de 3 %) se produirait au T2 2025 selon les autorités monétaires.

Selon les données d'Investissements directs étrangers (IDE) du Ministère de l'Économie, au cours des neuf premiers mois de l'année 2023, les nouveaux investissements auraient chuté de 80 % g.a. Les nouveaux investissements auraient totalisé 2,8 Mds USD entre janvier et septembre 2023, soit le montant le plus bas pour cette période depuis 2014.

Pour l'année 2024, le secteur patronal prévoit d'augmenter le salaire minimum de 12,8 %, ce qui le porterait à 234 MXN/jour (13 EUR). Depuis l'investiture du Président AMLO, cinq hausses du salaire minimum ont déjà été enregistrées, dans une logique de rattrapage, portant ce dernier à 207,4 MXN/jour depuis le 1er janvier 2023 (soit +20 % g.a., et +90 % par rapport au début du mandat). Il atteint désormais la moitié du salaire moyen mexicain. Une telle politique comporte néanmoins des risques, soulignés par le FMI, parmi lesquels l'incitation à l'informalité, qui représente 55,2 % de la population active au T3 2023.

Selon le Ministre des Finances mexicain, Rogelio Ramirez de la O, le dynamisme du marché du travail et les subventions des programmes sociaux auraient fortement contribué à la croissance économique du T3 2023. Pour rappel, au T3 2023, le PIB mexicain aurait enregistré une croissance de 3,5 %, dépassant les attentes du marché. Cette performance aurait été soutenue notamment par un renforcement du système de protection sociale, avec près de 70 % des foyers mexicains bénéficiant d'au moins un programme d'aide sociale. Depuis 2018, 5.1 millions de mexicains seraient sorties de la pauvreté, selon le Ministre, grâce à cette politique. Malgré la fragilité de l'économie mondiale, Ramirez de la O. souligne que l'économie mexicaine devrait continuer de bénéficier d'une demande domestique robuste, soutenue par la bonne santé du marché du travail et par des perspectives de ralentissement de l'inflation.

Selon Deloitte, les entreprises manufacturières chinoises qui s'installent au Mexique dans le contexte du *nearshoring* éprouveraient des difficultés à trouver des fournisseurs locaux, si bien que la grande majorité d'entre elles prévoient d'importer leurs intrants, y compris de leur marché national. Une enquête du cabinet de conseil, menée auprès de 115 entreprises chinoises ayant des activités de production au Mexique, révèle que les matières premières importées par ces dernières proviendraient à hauteur de 47 % de Chine continentale, de 12 % d'autres pays asiatiques, et de 14 % du reste du monde. Seules 15 % des entreprises chinoises s'approvisionneraient auprès de compagnies mexicaines.

Selon la banque Citibanamex, en 2022, le nombre de municipalités mexicaines présentant des indicateurs d'inclusion financière très faibles aurait chuté de 13 % g.a. Malgré cette amélioration, 46 % des municipalités du pays maintiennent un niveau très faible d'inclusion financière, affectant 8 millions d'adultes mexicains. En ce qui concerne les produits financiers, les contrats avec les banques mobiles ont enregistré une croissance de 413 % au cours des cinq dernières années. Les transactions via les terminaux de paiement ont également augmenté de 55,4 % sur la même période.

Finances publiques

Selon le Ministère des Finances, au cours du mandat d'AMLO, le solde des trois fonds de stabilisation mexicain aurait diminué d'environ 83 % en termes réels. Selon le Centre de recherche économique et budgétaire (CIEP), les fonds ont été utilisés en 2019 et 2020, sans être intégralement reconstitués, contraignant l'économie mexicaine à l'endettement en cas de nouvelle crise. En effet, en 2018, les ressources des trois fonds de stabilisation (le Fonds de stabilisation des recettes budgétaires (FEIP), le Fonds de stabilisation des recettes des entités fédérales (FEIEF) et enfin le Fonds pétrolier mexicain) s'élevaient à 389 Mds MXN (22,6 Mds USD), contre 304 Mds MXN (18 Mds USD) aux termes du T3 2023. Le solde du FEIP enregistre une baisse réelle de 89 % et celui du FEIEF de 79 % depuis le début du mandat d'AMLO. Quant au solde du Fonds pétrolier mexicain, il a augmenté de 7,6 % depuis 2018.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 16/11
Bourse (IPC)	3,49%	+2,21%	52 796,47 points
Change MXN/USD	-1,31%	-10,45%	17,31
Change MXN/EUR	-0,11%	-6,47%	18,76
Prix du baril mexicain	1,01%	-9,28%	74,11

Amérique centrale

A l'exception du Guatemala, qui fait face aux conséquences conjoncturelles des manifestations et blocages routiers ayant immobilisé le pays pendant deux semaines en octobre, l'inflation décélère en octobre dans les pays du CA-4. L'inflation mensuelle au Guatemala s'est élevée à 1,27 % en octobre, alimentée par la hausse des prix des aliments (1,14 %).

TAUX D'INFLATION INTERANNUUEL

	Oct. 2022	Sept. 2023	Oct. 2023
EL SALVADOR	7,47%	3,02%	2,66%
GUATEMALA	9,7%	4,69%	4,98%
HONDURAS	10,18%	6,13%	5,84%
NICARAGUA	12,16%	7,17%	6,01%

Costa Rica

Selon la Banque Centrale du Costa Rica, l'indice mensuel d'activité économique enregistre une hausse de **6,5 % g.a en septembre 2023**. Ce niveau est 3,4 points supérieur à celui de septembre 2022. Cette hausse est principalement portée par la reprise de l'activité économique des entreprises inscrites au régime commun (définitif) du Costa Rica (90 % des entreprises costariciennes tournées vers le marché domestique) qui enregistre une hausse de 5,5 % en g.a.

L'Institut costaricien de l'électricité a lancé plusieurs appels d'offres (à hauteur de **124 M USD**) pour l'acquisition de biens et de services liés au déploiement de la première phase de son réseau internet **5G**. Les appels d'offres concernent des radios, licences de logiciels, antennes, service d'installation, opération et maintenance des réseaux et gestion des centrales électriques alimentant le réseau. Les appels d'offres seront clos le vendredi 8 décembre 2023 à 23h59.

El Salvador

Une étude de l'American Horticultural Society (AHS) souligne la faible rentabilité du secteur du café de spécialité au Salvador en comparaison avec son voisin hondurien et s'interroge sur la viabilité financière à long terme des exploitations agricoles salvadoriennes. Le café de spécialité (i.e. de haute qualité ou différencié) représentait 80 % des exportations de café salvadoriennes lors de la récolte 2019-2020, cette part augmentant annuellement. Bien que le prix au kilo du café de spécialité soit plus élevé au Salvador (3,8 USD) qu'au Honduras (2,9 USD), l'étude note la faible rentabilité du secteur au Salvador (seules trois exploitations sur six ont un rendement net positif) en comparaison avec le Honduras (quatre sur six). La rentabilité du secteur au Salvador est plombée par des coûts moyens de production qui sont en moyenne trois fois plus élevés qu'au Honduras (respectivement, 3,08 USD / kg vs. 1,13 USD /kg). Cette différence s'explique par des dépenses plus importantes au Salvador pour l'achat de fertilisants et de produits phytosanitaires, différence elle-même liée à la prédominance de la rouille du caféier au Salvador.

La Bibliothèque Nationale du Salvador, issue d'une coopération non-remboursable octroyée par la République Populaire de Chine en 2019, a été inaugurée dans le centre

historique de San Salvador. La construction du bâtiment, initiée en février 2022, aura coûté au total 54 M USD. Le budget de la bibliothèque pour 2024 sera de 7,5 M USD. C'est le premier projet chinois concrétisé au Salvador, parmi ceux listés dans l'accord de coopération non-remboursable signé par les deux gouvernements en 2019, suite à la rupture des relations diplomatiques avec Taïwan en août 2018. L'accord mentionnait notamment la construction d'un stade national, d'une usine de potabilisation du lac de Ilopango ainsi que la restauration et l'extension du quai du port de La Libertad.

Guatemala

Capgemini a remporté le prix annuel de l'innovation d'AgExport, l'association des exportateurs du Guatemala. L'entreprise française, qui propose des services décentralisés de service client et gestion d'entreprise, a commencé ses opérations au Guatemala en 2008 et emploie aujourd'hui 3 500 salariés localement. Capgemini Guatemala exporte vers plus de 40 pays, dont les Etats-Unis, le Mexique et le Canada. L'entreprise a également été finaliste pour le Grand Prix de l'Exportateur 2023 d'AgExport.

Dans son rapport annuel 2023, la FAO estime à 23,4 Mds USD le coût caché du système agroalimentaire guatémaltèque sur l'environnement, la santé et les moyens de subsistance en 2020, soit 30 % du PIB. Les coûts d'ordre sanitaires et sociaux, conduisant à une baisse de la productivité de la main d'œuvre due à la pauvreté des travailleurs agricoles, à de mauvaises habitudes alimentaires et à la sous-alimentation, représentaient 68 % du total des coûts cachés. Les coûts cachés environnementaux, liés principalement aux émissions d'azote et de gaz à effet de serre, en constituaient le solde. Au Salvador, Honduras et Nicaragua, la FAO estime ces coûts cachés respectifs à 5 Mds USD (soit 20 % du PIB), 10,7 Mds USD (45 % du PIB) et 7,7 Mds USD (61 % du PIB) et appelle les pays à transformer leur système agroalimentaire pour les rendre plus efficaces, inclusifs, résilients et durables.

Honduras

Suite à une visite du FMI du 5 au 9 novembre dans le cadre du programme de 822 M USD approuvé en septembre dernier, l'institution félicite le gouvernement pour l'augmentation de l'investissement public et le déploiement de programmes sociaux. Le FMI souligne une meilleure exécution du budget, en particulier pour les dépenses d'investissement, ainsi que la récente augmentation des réserves obligatoires des banques. L'institution prévoit une croissance économique s'élevant à 3 % en 2023 (vs. 4 % en 2022) et un taux d'inflation réintégrant la fourchette de référence de la Banque centrale nationale BCH (4 % +/- 1pp), après un pic à 10,9 % g.a. en juillet 2022.

Au premier mois du cycle de la récolte de café (du 1er octobre au 30 septembre), les exportations ont chuté de 50,7 % g.a. en valeur selon l'institut hondurien du café (Ihcafe). Ce mois-ci, les principaux clients du café hondurien étaient les Etats-Unis, la Belgique, l'Allemagne et la Finlande, qui captaient à eux quatre 61,2 % des exportations honduriennes. Cette baisse est imputable à la chute des prix (le quintal de café valait 185 USD en octobre 2023 vs. 226 USD en octobre 2022) et à une baisse de 40 % g.a. des exportations en volume. La production de café au Honduras est assurée par

120 000 producteurs. Le secteur génère en outre près d'un million d'emplois directs et indirects et représente 30 % du PIB du secteur agricole.

La BCIE lance deux appels d'offre, l'un pour la réalisation d'une étude de faisabilité et conception d'une centrale solaire photovoltaïque flottante au barrage hydroélectrique Francisco Morazán (055/2023) et l'autre pour la réalisation et mise en œuvre d'un plan pilote de recherche et de nettoyage du lac Yojoa (083/2023). Les dates limites respectives de dépôt des offres sont fixées au 21 et 27 novembre.

Nicaragua

Les membres du Conseil permanent de l'Organisation des États Américains (OEA) ont adopté à l'unanimité une résolution actant la sortie du Nicaragua de l'organisation. Cette résolution prendra effet le 19 janvier prochain. Ce vote fait suite à la décision prise deux ans plus tôt par le Nicaragua de se retirer de l'OEA, dénonçant l'ingérence de l'organisation à l'égard du pays. Pendant la session, il a cependant été rappelé que le Nicaragua devra continuer à respecter ses obligations en matière de droits de l'homme, étant donné que le gouvernement a ratifié de nombreux instruments internationaux qui resteront en vigueur malgré sa sortie de l'OEA.

Le gouvernement Ortega-Murillo a attribué à l'entreprise chinoise Huawei la conception et la construction du réseau de télécommunications 5G au Nicaragua. La réalisation d'une étude préliminaire du secteur (« Plan de Transformación Digital y Tecnologías + 5G ») leur a ainsi été attribué. Pour avancer sur la réalisation de ce plan, une délégation nicaraguayenne, accompagnée de Laureano Ortega, fils du couple présidentiel, s'est rendue au siège de Huawei en Chine.

Selon la Banque centrale, les flux de remesas ont cumulé 1,2 Md USD au T3 2023, en hausse de 41,3 % g.a. Ces flux provenaient majoritairement des États-Unis (83,5 %). Les réserves internationales brutes étaient aussi en hausse de 25,8 % à fin octobre 2023 par rapport à octobre 2022, atteignant 5,3 Mds USD. Par ailleurs, les chiffres du commerce extérieur au T3 2023 indiquaient que les exportations et importations s'élevaient respectivement à 6,3 Mds USD et 8,98 Mds USD.

Panama

Selon le président du Conseil des entreprises de logistique, le secteur de la logistique perdrait 200 M USD par semaine depuis le début des manifestations fin octobre, lesquelles ont conduit à des destructions d'emplois et à la perte de clients internationaux qui ont déplacé leur cargaison vers d'autres pays. Selon le représentant du secteur, toutes ces pertes se traduiraient également par des inquiétudes sur la stabilité des emplois, pour un secteur qui est responsable de 150 000 à 200 000 emplois directs.

Minera Panama, filiale de la société canadienne First Quantum, a annoncé lundi 13 novembre qu'elle avait commencé à réduire sa capacité d'extraction et de traitement des minerais. La réduction des opérations serait due à un "blocage illégal" causé par de petits navires dans le port de la mine, affectant la livraison de fournitures pour l'usine de production d'électricité, qui est nécessaire pour une exploitation complète et pour une gestion sûre de l'environnement, y compris l'exploitation et la

maintenance de l'installation de gestion des résidus. Les actions illégales auraient entravé le chargement de concentré de cuivre sur les navires.

Selon un rapport de l'Institut des statistiques et du recensement, les exportations du Panama auraient atteint un niveau record de 2,73 Mds USD au S1 2023, soit +11 % g.a. Parmi celles-ci, 633,5 M USD correspondent aux produits non issus de l'exploitation de la mine de cuivre (+ 9,4 % g.a.).

Selon le Conseil National de l'entreprise privée, les pertes accumulées depuis le 20 octobre en raison des manifestations atteindraient plus de 1,7 Mds USD, dont 150 M USD dans le secteur primaire et agroalimentaire. Le président de l'organisation patronale a déclaré que la situation de blocage des routes et de paralysie économique pourrait empêcher la création de 15 000 emplois temporaires pour la période des fêtes de fin d'année et conduirait à la fermeture de 10 % des PME du pays.

Caraïbes

Cuba

Depuis janvier 2023, 30 nouveaux projets d'investissements étrangers se sont matérialisés à Cuba, soit 8 de moins qu'en 2018, année enregistrant un afflux record de capital étranger. Les secteurs du tourisme et de l'agroalimentaire seraient parmi les plus représentés avec, respectivement, 10 et 6 projets. Le pays compte actuellement 334 projets d'investissements opérationnels, dont 56 à capital 100 % étranger. Parmi ces projets, 52 sont situés à la Zone Spéciale de Développement de Mariel (ZSDM). Dix ans après le lancement de la Zone, 63 projets ont reçu les autorisations nécessaires pour s'y installer, pour des investissements dépassant les 3 Mds USD. Au total, 23 pays sont établis à Mariel et participent à la génération de plus de 16 000 emplois. Ces données ont été annoncés lors de la 39^{ème} Foire Internationale de La Havane, qui a réuni des représentants commerciaux de près de 60 pays. A cette occasion, plus de 150 instruments juridiques ont été signés, dont 24 contrats d'exportation, 82 accords de coopération et lettres d'intention, 10 contrats de production et 3 projets d'investissement étranger. Une nouvelle édition du portefeuille d'affaires a été également dévoilée, comportant 729 projets (soit 21 de plus que celui de 2022), ce qui représenterait un montant total de 34,4 Mds USD.

Haïti

L'Indicateur Conjoncturel d'Activité Economique (ICAE), qui mesure la performance de l'économie haïtienne, a affiché une baisse de 0,3 % g.a. au T3 2023. Cette diminution s'explique par la régression des secteurs primaire et secondaire, qui n'a pas été compensée par la progression du secteur tertiaire. Sur les trois premiers trimestres de l'année fiscale (d'octobre 2022 à juin 2023), l'ICAE a enregistré une chute de 2,1 %.

République Dominicaine

Entre janvier et octobre 2023, la Surintendance des banques a accordé un crédit de 2 M USD à des clients du secteur financier qui ont déposé plainte. La plupart des plaintes concernaient des opérations non reconnues ou erronées, telles que des achats en double, des transferts incorrects ou des retraits d'espèces non autorisés. La Surintendance des Banques a enregistré une forte augmentation du nombre de

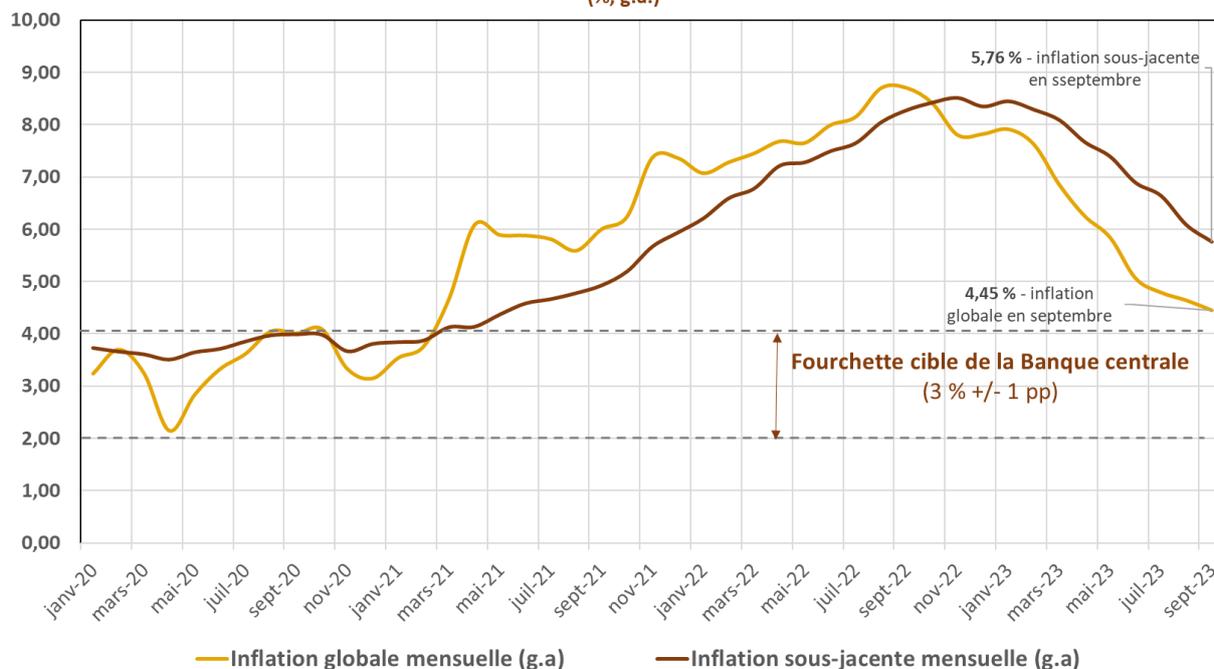
plaintes, passant de 6 000 entre 2016 et 2020 à plus de 14 000 entre août 2020 et octobre 2023.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	6,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,75 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

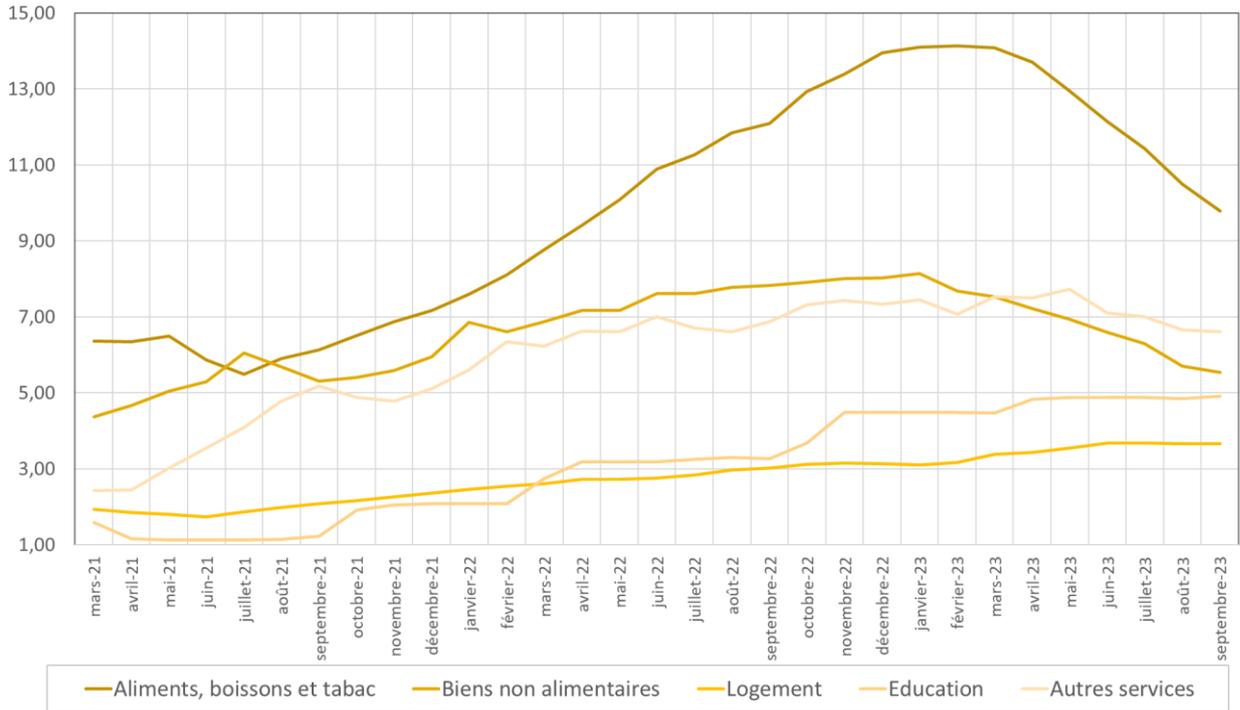
-Annexe Graphique Mexique -

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (% g.a.)



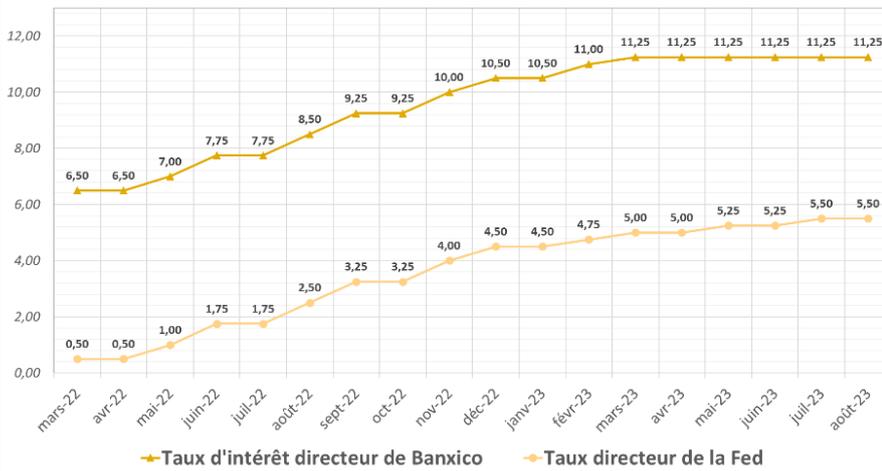
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

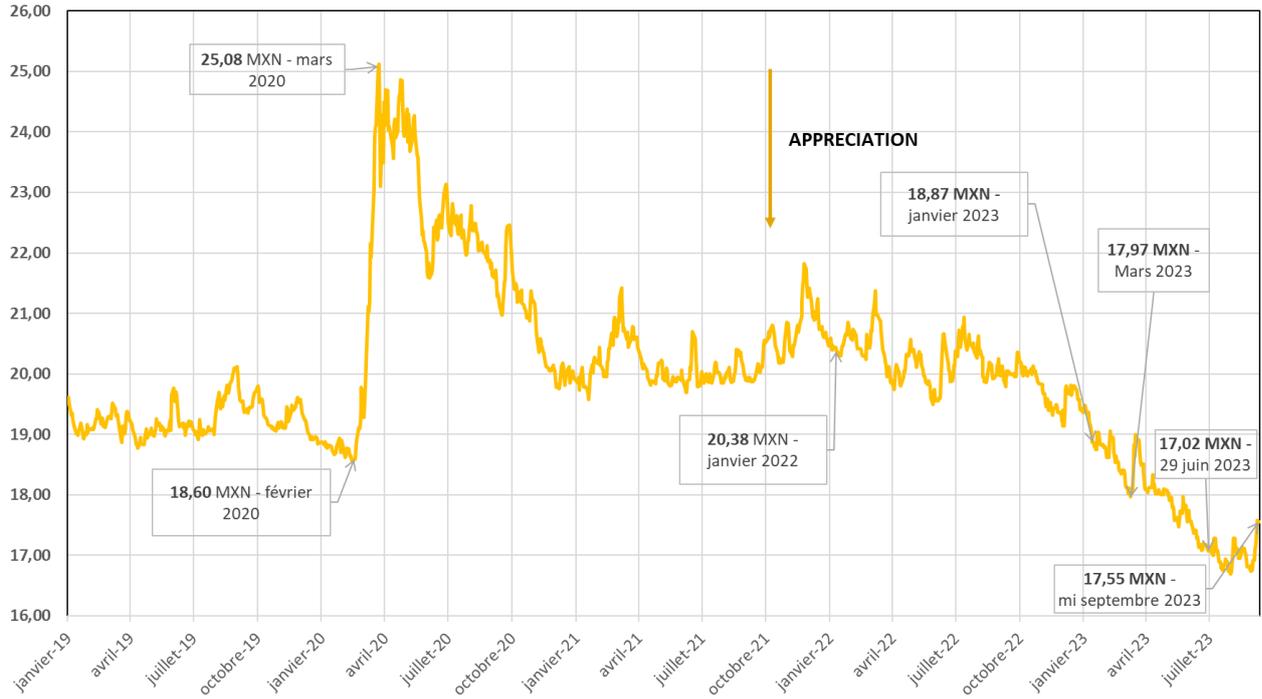
DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINA (%)



date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575

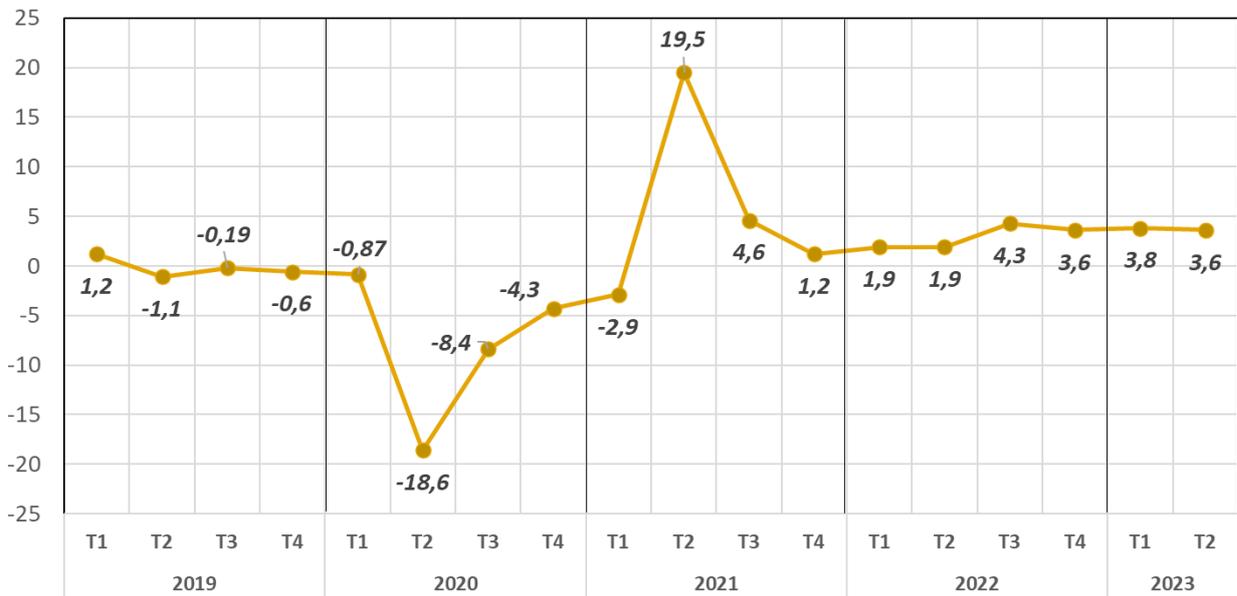
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



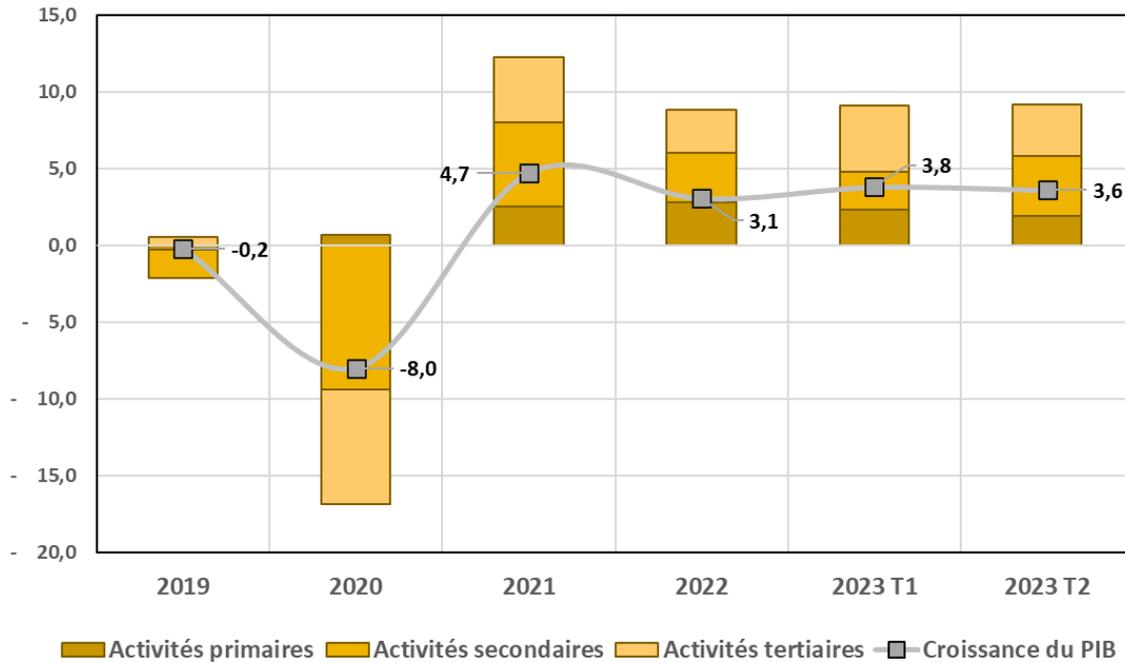
Source : Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB (%, glissement annuel)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr